VERVIERS - CRISE POLITIQUE

Le PS accusé de bloquer le budget 2021

Les socialistes estiment que le budget doit être réalisé par une nouvelle majorité, plus stable

La crise politique s'alourdit encore à Verviers. Les « partenaires » de majorité devaient accoucher d'un accord sur le budget 2021 ce dimanche, lors d'une réunion de travail. Mais les élus socialistes n'ont pas souhaité travailler sur ce budget, estimant que cet « acte politique majeur » est du ressort d'une nouvelle majorité.

Les blocages politiques au sein de la « majorité » verviétoise pourraient bien nuire à la gestion optimale de la ville. Le collège communal — PS, MR, Nouveau Verviers et dissidents PS — avait décidé de reporter les discussions sur le budget, programmées jeudi dernier, à ce dimanche, « sur demande des socialistes », précise Alexandre Loffet, l'échevin du Budget. Une réunion de travail s'est donc tenue ce dimanche avec les membres du collège. Elle devait mener à une officialisation en collège lundi matin.

> ***« Les socialistes prennent la ville en otage, c'est un chantage au pouvoir »***
>
> Freddy Breuwer

Mais ce report n'a pas fait bouger les choses d'un iota. Les socialistes ont refusé de discuter du budget. Freddy Breuwer ne cache pas son agacement : « les minces espoirs que je nourrissais se sont envolés. Les socialistes prennent la ville en otage, c'est un chantage au pouvoir ! » D'après les derniers échos, c'est une majorité MR, NV, cdH, Ecolo, soutenue par les dissidents, et donc sans le PS, qui est sur les rails.

« Le budget est un acte politique suprême que pose une majorité, il traduit une vision de la ville. C'est pourquoi il doit être conçu, arbitré par une majorité installée. Ici, nous sommes avec une majorité judiciaire (réinstallée suite à l'arrêt en suspension du Conseil d'État) », estime Malik Ben Achour, chef de groupe PS. Conscient que son parti pourrait être relégué dans l'opposition, il s'interroge : « comment peut-on demander au PS de travailler à un budget puis le renvoyer dans l'opposition. Il n'est pas normal qu'Ecolo, s'il monte dans la majorité, n'ait pas son mot à dire sur ce budget. Il n'y a pas de polémique sur ce budget, juste le retour du bon sens. »

Pour le PS toujours, il faut des convergences entre partenaires pour établir un budget, ce que cette majorité n'a plus. Un peu facile selon Jean-François Chefneux (NV) : « je veux bien qu'on arrive à un constat d'échec, mais pour cela il fallait d'abord essayer de se mettre autour de la table ». Les autres partenaires de majorité rapportent encore que les échevins socialistes ont avancé d'autres « excuses » pour ne pas travailler sur ce budget 2021. « Les propositions sont sur la table, mais ils refusent d'en parler », bondit Alexandre Loffet.

> ***« Le budget doit être conçu par une majorité installée, pas une majorité judiciaire »***
>
> Malik Ben Achour

Alexandre Loffet et Freddy Breuwer chargent le PS qui se défend de créer un blocage. © Belga/F.H./J.D.

UNE QUESTION DE TIMING ?

Mettre en place une nouvelle majorité peut demander du temps, ce qui aurait pour conséquence de reporter le vote du budget à 2021 alors que certaines mesures et aides sont urgentes. « Les échéances et la crise sanitaire sont là, il faut se doter d'un budget rapidement. Ce n'est pas la première fois qu'on valide un budget alors que quelques mois plus tard, la majorité sera différente (c'est le cas lors d'un changement de majorité après élections, notamment, ndlr). On vit une situation de blocage de mauvais goût », estime Freddy Breuwer. « J'ai déjà vécu des situations de crise, fais des erreurs, mais je n'ai jamais assisté à une attitude aussi irresponsable que celle-là. Ces élus socialistes perçoivent un salaire et agissent sur ordre au détriment de la ville. »

Freddy Breuwer et Alexandre Loffet arguent que l'administration doit finaliser le dossier pour l'envoyer mardi au CRAC (centre régional d'aide aux communes) qui se réunit le 30 novembre. Une fois que le CRAC se prononce, certains ajustements peuvent encore être réalisés pour que le budget soit voté dans les temps, fin décembre. Mais tout ceci semble compromis d'après eux. La Ville devrait alors recourir aux douzièmes provisoires et reporter des mesures urgentes.

Pour le leader du PS, on n'est loin de s'y prendre à la dernière minute pour ce budget : « c'est encore possible de faire passer le budget cette année à condition de se dépêcher. Le PS est prêt. Nous pouvons nous mettre autour de la table pour constituer une majorité cette semaine ».

AURÉLIE FRANSOLET

Suite à l'avis juridique

Une majorité sans le PS davantage plébiscitée

Le libéral Maxime Degey se rapproche un peu plus du mayorat à Verviers. Vendredi, l'avocat mandaté par la Ville de Verviers a remis son avis destiné à apporter un éclairage sur ce qui peut être fait politiquement, sachant qu'un recours en annulation de la motion mixte de septembre (qui avait intronisé bourgmestre Jean-François Istasse) est toujours en cours. L'idée est de verrouiller la prochaine solution mise sur la table pour mettre un terme à l'instabilité politique qui règne. Peu nombreux sont ceux qui souhaitent rester dans la configuration actuelle : une majorité PS-MR-NV menée par une bourgmestre exclue du PS et un échevin dissident socialiste.

Après analyse de cet avis, **la configuration qui se dessine est celle impliquant MR, Nouveau Verviers, cdH et Ecolo**. Pour autant que le travail soit axé sur les projets du côté d'Ecolo. Rassemblant une courte majorité, cette équipe pourrait être soutenue par les exclus du PS (Muriel Targnion, Alexandre Loffet et Laurie Maréchal au conseil communal). On ne connaît pas tous les ressorts du deal avec ces dissidents socialistes. Ils ne peuvent en effet pas signer un pacte de majorité, parce qu'ils sont élus sous la bannière PS. Après le nom de Gilbert Larbuisson, une rumeur évoque celui de Muriel Targnion pour occuper la présidence du CPAS (autre mécanisme). Ces bruits ne font cependant pas l'unanimité. Dans cette majorité, le MR serait le parti avec le plus de voix, ce qui lui procurerait le mayorat. Mais les partenaires ne semblent pas pressés de sauter le pas.

Reste, toujours réalisable mais accompagnée d'incertitudes, **l'autre configuration possible : une majorité PS et cartel (MR, NV, cdH)**. Sauf qu'à en croire l'avis de l'avocat mandaté par la Ville, le PS peut difficilement faire l'impasse sur Hasan Aydin (2e sur la liste PS et 2e meilleur score en 2018). Et c'est là que ça coince, car il ne fait l'unanimité ni auprès des partenaires ni au sein de son parti.

Lors d'une réunion entre élus PS verviétois, à l'exception d'Hasan Aydin, face à ce constat d'absence d'unanimité sur sa personne, c'est **Malik Ben Achour (troisième score) qui a été désigné candidat bourgmestre**, à une très large majorité. Mais pour que ce dernier prenne le pouvoir il faudrait soit une démission du collège d'Hasan Aydin, avec la possibilité d'être remis président de CPAS au conseil suivant, soit lui faire prêter serment en tant que bourgmestre puis au conseil suivant voter une motion de méfiance individuelle (19 votes) contre lui — on connaît le résultat d'une telle manœuvre déjà tentée fin juin. En somme soit il reste en tant que président de CPAS, soit il siège comme indépendant.

Le PS qui a préservé Hasan Aydin jusqu'ici, en ne sanctionnant pas ses bravades dans la majorité, bénéficiera-t-il de sa loyauté pour rester dans une majorité ? Rien n'est moins sûr. Ce dernier n'a d'ailleurs pas rendu sa décision au PS. « Si risque il y a, c'est uniquement pour nous, pour le PS, pas pour les partenaires. On serait à 9 et plus à 10 », assure Malik Ben Achour. « Mais nous avons bon espoir qu'il participe au schéma. » Les autres partis ne semblent pas vraiment convaincus.

Ajoutons à cet imbroglio, **des pressions exercées** par des pontes de partis pour faire pencher la balance d'un côté plutôt que de l'autre, avec en toile de fond des deals pour 2024.

200068711102